

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TRIMS/W/1**

17 mars 1995

(95-0579)

---

**Comité des mesures concernant les  
investissements et liées au commerce**

NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5.1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES  
CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE, DEVANT  
ETRE PRESENTEES PAR LES ETATS ET TERRITOIRES DOUANIERS  
DISTINCTS ADMIS A DEVENIR MEMBRES ORIGINELS DE  
L'OMC QUI ACCEPTENT L'ACCORD SUR L'OMC APRES  
SON ENTREE EN VIGUEUR

Note du Secrétariat

On trouvera ci-après le texte d'un projet de recommandation sur les arrangements pour les notifications au titre de l'article 5.1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce devant être présentées par les Etats et territoires douaniers distincts admis à devenir Membres originels de l'OMC qui acceptent l'Accord sur l'OMC après son entrée en vigueur. Ce projet a été élaboré par le Secrétariat sur la base des débats qui ont eu lieu sur cette question à la réunion du Comité du 3 mars 1995. Conformément à ce qui a été convenu à cette réunion, si aucune observation n'est reçue d'ici au 30 mars 1995, ce projet de recommandation deviendra une recommandation du Comité, par l'intermédiaire du Conseil du commerce des marchandises, au Conseil général.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup>Les délégations sont invitées à communiquer leurs observations éventuelles au Secrétariat (M. M. Koulen, Division de la propriété intellectuelle et des investissements, tél. 739 5224).

Projet de recommandation

1. Comme le Conseil du commerce des marchandises le lui a demandé à sa réunion du 20 février 1995, le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce a examiné la question des arrangements pour les notifications au titre de l'article 5.1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, devant être présentées par les Etats et territoires douaniers distincts qui sont admis à devenir Membres originels de l'OMC mais qui acceptent l'Accord sur l'OMC après son entrée en vigueur.

2. En étudiant la meilleure façon de traiter cette question, le Comité a reconnu qu'il était souhaitable d'assurer l'application effective des articles 5.1 et 5.2 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce pour ce qui était de tous les Membres de l'OMC. A cet égard, le Comité a noté la difficulté pratique découlant du fait que le délai de 90 jours mentionné à l'article 5.1 pourra être venu à expiration au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour les Etats et territoires douaniers distincts admis à devenir Membres originels qui acceptent l'Accord sur l'OMC après le 1er janvier 1995. Le Comité a demandé instamment à ces Etats et territoires douaniers distincts, chaque fois que cela était possible, de présenter les notifications requises par l'article 5.1 au moment de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC, mais il a reconnu que cela ne serait peut-être pas toujours réalisable. Dans ces conditions, le Comité a estimé qu'il convenait de recommander au Conseil du commerce des marchandises de soumettre la décision ci-après au Conseil général pour adoption:

- "i) Les Etats et territoires douaniers distincts admis à devenir Membres originels de l'OMC qui acceptent l'Accord sur l'OMC après le 1er janvier 1995 disposeront d'un délai de 90 jours après la date de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC pour présenter des notifications au titre de l'article 5.1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce.
- ii) La présente décision vise uniquement le délai de présentation des notifications au titre de l'article 5.1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce et ne concerne pas les délais prévus à l'article 5.2 pour l'élimination ni les prescriptions de l'article 5.4, qui continueraient d'être régies par référence à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC lui-même.
- iii) La présente décision n'affecte pas la situation des Etats et territoires douaniers distincts accédant à l'Accord sur l'OMC au titre de l'article XII dudit accord, qui sera régie par leurs Protocoles d'accession."